

4 de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme, n° 10482. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de MM. Bourguès-Maunoury et Fabre tendant à réglementer le commerce et l'emploi de la saccharine et des substances édulcorantes artificielles, n° 10701.

Interventions :

Est entendu dans la discussion du projet de loi instituant une allocation d'attente pour les sinistrés par faits de guerre ; Art. 7 : *Son amendement tendant à majorer l'allocation pour les familles nombreuses* [1^{er} août 1947] (pp. 3830, 3831). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et transports une question concernant les mesures prises pour éviter des catastrophes analogues à celle de Brest dûe à l'explosion d'un chargement de nitrate d'ammoniaque [19 décembre 1947] (p. 5921). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation de la coopération dans le commerce de détail amendée par le Conseil de la République ; Art. 10 bis : *Son amendement tendant à rétablir l'article excluant de la loi les coopératives pharmaceutiques* [30 juillet 1949] (p. 5576).

GUILLANT (M. André), Député de l'Eure.

Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 20 juin au 11 juillet 1950

Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce

(3^e Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948]

(p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est nommé vice-président de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 716). — Est désigné : pour faire partie de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [17 février 1948] (p. 776) ; par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. (Application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (F. n° 527). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 juin 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles). Etat A, travaux publics et transports. I. — Services des travaux publics et transports, n° 1556. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi relatif à la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les inondations dans l'Est de la France aux mois de décembre 1947 et janvier 1948 ; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux sinistrés des inondations des régions de l'Est, une indemnité égale au montant des dommages subis ; 2^o de Mme Schell et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une indemnisation représentant les trois quarts du salaire de base départemental aux ouvriers réduits au chômage par suite des inondations récentes des départements de l'Est ; III. La proposition de résolution de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant réparation des dommages occasionnés par les inondations qui ont ravagé les départements de l'Est du 28 décembre 1947 au 5 janvier 1948, n° 3855. — Le 1^{er} avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre

d'affaires ; II. La proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à instituer au profit des départements et des communes une taxe locale frappant les ventes à la consommation et les prestations de service, obligatoire dans toutes les communes, au taux uniforme de 2 0/0 (en remplacement des articles 250 et 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948), **n° 6922**. — Le 8 juillet 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers ; II. Le projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires et la proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à instituer au profit des départements et des communes une taxe locale frappant les ventes à la consommation et les prestations de service, obligatoire dans toutes les communes, au taux uniforme de 2 0/0 (en remplacement des art. 250 et 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948) ; III. Le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux (art. 13 B, 13 C, 13 E, 13 F, 13 G, 13 H, 17, 21, 26 G, 26 H, 26 I, 26 J, 28 B, 29, 30, 31, 33 D, 39 A, 39 E et 39 F), **n° 7812**.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite [31 janvier 1947] (p. 127 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 80 : *Amendement de M. Pleven tendant à réorganiser la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est* [7 février 1947] (p. 260) ; — des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*rationnement en viande*) [18 février 1947] (p. 360) ; — de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir une indemnité provisionnelle* [4 mars 1947] (p. 597). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction

et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 659, 660, 661) ; Art. 28 bis : *Communication aux commissions des finances des autorisations de dépenses* [7 mars 1947] (p. 758). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Son exposé en qualité de Rapporteur)* [19 juin 1947] (p. 2238, 2239) ; Chap. 505 : *Organismes de tourisme* (p. 2250) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République ; Etat A : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS ; Chap. 107 : *Demande de M. le Ministre des Travaux publics et Transports de rétablissement du crédit du Conseil de la République pour les ingénieurs des travaux publics de l'Etat* [7 août 1947] (p. 4052, 4053) ; Chap. 700 : *Organisation et contrôle des transports routiers* (p. 4054). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} septembre 1947] (p. 4804) ; *Demande de discussion d'urgence* (ibid.) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [11 décembre 1947] (p. 5645) ; Art. 21 : *Son amendement concernant le financement par l'Etat de la Régie autonome* [16 décembre 1947] (p. 5740) ; le retire (ibid.) ; Art. 23 : *Amendement de M. Auguet tendant à supprimer les 2^e et 3^e alinéas relatifs aux participations financières de l'Etat* (p. 5741) ; *Son amendement tendant à préciser les bases de calcul des subventions de l'Etat* (p. 5742, 5744) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à supprimer in fine « actuelle ou future »* [18 décembre 1947] (p. 5851). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1^{er} : *Création d'un impôt exceptionnel* [22 décembre 1947] (p. 6090, 6091) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Création d'un impôt exceptionnel et mesures favorisant les sinistrés et spoliés* [31 décembre 1947] (p. 6667, 6668) ; — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs ; Art. 2 : *Conditions de remboursement de ces billets* [29 janvier 1948] (p. 283). — Est entendu sur la demande

de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Duclos abrogeant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Contre l'urgence* [4 février 1948] (p. 401). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1434); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est, en qualité de *Rapporteur* [18 mars 1948] (p. 1929); Art. unique : *Contre-projet de M. Kriegel-Valrimont tendant à indemniser tous les dommages* (p. 1934); *Amendements de MM. Crouzier et Rosenblatt tendant à réparer intégralement tous les dommages* (p. 1935, 1936); *Amendement de Mme Schell tendant à indemniser les chômeurs du fait de l'inondation* (p. 1937); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1^{er} : *Réévaluation par les entreprises soumises à l'impôt sur les B.I.C. de leurs actifs* [22 avril 1948] (p. 2172); Art. 38 *quater* : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article relatif au cas de scission d'une société* [27 avril 1948] (p. 2280); Art. 45 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau réduisant à 5 0/0 la taxe sur l'incorporation au capital des réserves* (p. 2281); Art. 69 *ter* : *Son amendement relatif aux abonnements téléphoniques de l'Assemblée de l'Union française* (p. 2310); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et des voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la faiblesse du crédit de l'Etat, le déficit du budget, la gestion des entreprises nationalisées, l'emprunt forcé, la nécessité d'une politique économique plus saine)* [21 décembre 1948] (p. 7796, 7797); Art. 14 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à permettre au Gouvernement de proposer de nouveaux impôts à la date du 1^{er} juillet 1949 en cas d'échec de l'emprunt* [23 décembre 1948] (p. 7927); — d'une proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal, amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Interdiction de majoration d'impôt du fait des majorations des loyers* [31 décembre 1948] (p. 8328); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Amendement de M. Livry-Level tendant à maintenir l'attribution d'essence aux prioritaires au niveau des mois précédents* [25 mai 1949] (p. 2899); — du projet de loi

relatif au Conseil de l'Europe; Art. additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des recettes correspondant aux dépenses engagées* [9 juillet 1949] (p. 4502) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux, en qualité de *Rapporteur spécial* [23 juillet 1949] (p. 5108); Art. 42 : *Amendement de M. Hughes tendant à insérer un article diminuant de moitié la taxe locale sur les ventes de produits agricoles et portant à 2,70 0/0 le taux de cette taxe sur les entreprises intégrées* [23 juillet 1949] (p. 5109, 5110); *Révision du taux et du recouvrement de la taxe locale* (p. 5111, 5112); *Sous-amendement de M. Pleven tendant à exempter totalement de la taxe locale les produits agricoles* (p. 5114); *Renvoi des amendements à la Commission* (p. 5124); Art. 43 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* [24 juillet 1949] (p. 5156); Art. 44 *bis* : *Répartition du produit de la taxe locale* (p. 5161); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (ses observations sur le plan Monnet)* [21 décembre 1949] (p. 7114); Article additionnel : *Motion de M. Bichet tendant à renvoyer les articles additionnels à la loi sur les voies et moyens* [27 décembre 1949] (p. 7378); Art. 27 : *Impôt sur les bénéficiaires non distribués* (p. 7394); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 748). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950) (p. 7563).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert des charges scolaires des houillères aux communes minières : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5648, 5649); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE : *Explications de vote sur ce budget* [22 juillet 1950] (p. 5822). — Répond à une question de M. Pierrard relative à la révision des accords de Paris sur le cinéma [24 novembre 1950] (p. 8119). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE,

Chap. 5040 : *Amendement de M. Verneyras tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la subvention au Centre national de cinématographie* [7 décembre 1950] (p. 8746, 8747) ; Art. 4 : *Amendement de M. Vée tendant à accorder l'aide de l'Etat à toutes les demandes d'aide temporaire de producteurs de cinéma* (p. 8750). — Répond à une question de M. Thuillier relative à la projection de films français en Allemagne occidentale [15 décembre 1950] (p. 9151). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951) (p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République : **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Chap. 5040 : *Subventions au Centre national de cinématographie* [14 mars 1951] (p. 1921).

GUILLE (M. Georges), Député de l'Aude.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission du ravitaillement [21 décembre 1946] (p. 202) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; — Est nommé Président de la Commission des boissons [*J. O.* du 3 janvier 1949] (p. 5457), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881) ; — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300), [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357) ; de la Commission de la réforme administrative [19 mai 1948] (p. 2732). — Est désigné par la Commission de l'agriculture en

vue de la représenter au sein du Conseil supérieur des alcools [9 juin 1948] (**F. n° 252**). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juin 1948] (p. 3522). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à créer une Caisse nationale des calamités agricoles, **n° 497**. — Le 13 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire jouer la Caisse de compensation en vue d'exonérer de la baisse de 50/0 les vins vendus avant le 2 janvier et non retirés à cette date, **n° 915**. — Le 21 juillet 1947, une proposition de loi réglementant la profession de courtiers en vins dits « courtiers de campagne », **n° 2082**. — Le 20 février 1948, une proposition de loi tendant à la reconnaissance officielle, dans le statut viticole des vins délimités de qualité supérieure, **n° 3500**. — Le 26 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur : 1^o le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole ; 2^o la proposition de loi de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole et à autoriser de nouvelles plantations de vignes, **n° 3572**. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues réglementant la profession de courtiers en vins dits « courtiers de campagne », **n° 4147**. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole, **n° 7116**. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit loi n° 3187 du 26 juillet 1941 relatif aux achats sur souches dans le commerce des vins, **n° 7485**. — Le 31 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de neige du 24 janvier 1950 dans le département